

CHARLAND, Jean-Pierre, avec la participation de Mario DÉSAUTELS, *Système technique et bonheur domestique. Rémunération, consommation et pauvreté au Québec, 1920-1960*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, coll. « Documents de recherche », n^o 28, 1992. 273 p.

Dominique Marshall

Volume 47, numéro 3, hiver 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305251ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305251ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Marshall, D. (1994). Compte rendu de [CHARLAND, Jean-Pierre, avec la participation de Mario DÉSAUTELS, *Système technique et bonheur domestique. Rémunération, consommation et pauvreté au Québec, 1920-1960*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, coll. « Documents de recherche », n^o 28, 1992. 273 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 47(3), 418–421. <https://doi.org/10.7202/305251ar>

CHARLAND, Jean-Pierre, avec la participation de Mario DÉSAUTELS, *Système technique et bonheur domestique. Rémunération, consommation et pauvreté au Québec, 1920-1960*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, coll. «Documents de recherche», n° 28, 1992. 273 p.

Ce «document de recherche» permet de cerner deux éléments de l'histoire des conditions de vie des travailleurs du Québec entre la Grande Guerre et la Révolution tranquille: la hausse globale du niveau de vie et le bas niveau de rémunération dans la province. Ce n'est pas qu'il faille mettre l'existence même de ces phénomènes en question — au contraire, ce livre illustre abondamment l'«accroissement réel du pouvoir d'achat de la population» et le retard des indicateurs économiques du Québec quand on les compare à ceux de l'Ontario. Mais ces notions sont en mal de devenir d'obnubilants lieux communs si l'on ne tente pas de les définir plus concrètement et d'examiner la diversité des situations que masquent les moyennes. Les deux auteurs nous y invitent en colligeant les données des recensements fédéraux sur les salaires et les gages, des annuaires de la province, des enquêtes sur les dépenses personnelles de consommation et sur les appareils domestiques présents dans les maisons. Ensuite, ils tentent une première «évaluation du pouvoir d'achat de grandes catégories de main-d'œuvre» en comparant ces chiffres à des estimations de ce que constituaient, à différents moments, misère, pauvreté, «confort minimum», «revenu décent... permettant de participer à la norme de consommation», et aisance (p. 23, 27, 72). Enfin, ils relient ces renseignements sur le salaire et les besoins aux situations familiales. Ultimement, ils veulent mettre en relation salaires et besoins, pour déterminer à quel rythme et dans quelle mesure les familles salariées de différents secteurs de l'économie ont eu «accès à la culture de masse» (p. 25).

Les historiens dont la rémunération n'est pas le premier souci, mais qui auraient besoin de bons outils pour comprendre ce que tel salaire, ou encore

la possession de tel bien de consommation voulaient dire en telle ou telle année, apprécieront qu'un seul ouvrage rassemble ces données disparates et parfois difficiles d'accès. De plus, ils épargneront de nombreuses heures de recherche en prenant vite connaissance de la variété des sources disponibles, de leur potentiel et de leurs limites (en apprenant par exemple qu'il est impossible de départager par province les résultats de plusieurs enquêtes sur la consommation).

Il n'est pas sûr cependant que le premier chapitre qui rappelle à grands traits l'évolution des «cadres économiques et juridiques du rapport salarial» ait été nécessaire, l'impératif de concision laissant trop souvent place aux omissions ou aux erreurs (la Loi des relations ouvrières est une loi de Godbout et non de Duplessis, p. 64) pour que ces seules trente pages dispensent le lecteur de référer à quelques bons ouvrages de synthèse d'histoire économique et sociale. En lieu et place, une critique des sources plus historiques, qui ne se serait pas contentée de décrire la portée des nombres mais qui aurait aussi raconté l'histoire des enquêtes, des décisions et des antécédents des experts, aurait été bienvenue.

Jean-Pierre Charland et Mario Désautels insistent pour dire que leur collection de «matériaux utiles» s'arrête au seuil de l'analyse systématique et de la construction théorique. Toutefois, ne serait-ce que pour asseoir la légitimité de leur travail de collecte, ils sont tentés de mettre en relief des situations qui leur paraissent dignes de l'attention des chercheurs à venir et de lancer d'importantes hypothèses.

Leur travail de désagrégation de la rémunération selon les secteurs de la production leur permet de dépeindre le portrait d'une économie québécoise aux «visages multiples». Ils expliquent d'abord comment le bas niveau moyen des salaires est la résultante d'une structure économique basée sur les secteurs «mous» autant, sinon davantage, que l'effet de pratiques sociales et culturelles dans la province. Ils montrent aussi comment l'amélioration générale du niveau de vie s'est produite à plusieurs vitesses: une proportion non négligeable d'ouvriers — 30% suggèrent-ils — aurait eu accès à une rétribution «généreuse» dès le milieu du vingtième siècle (p. 188). L'existence de ce groupe a de multiples conséquences: elle met à tout le moins un bémol aux «interprétations misérabilistes» de la condition ouvrière au Québec qui leur semblent trop répandues. De plus, la question de son rôle politique est troublante: elle constitue peut-être une clef majeure dans l'explication de l'apparente soudaineté de la Révolution tranquille, ne serait-ce que par ses attentes extraordinaires dans le domaine de l'éducation (p. 26). Ici, on retrouve les préoccupations d'origine d'un historien familial des ouvriers des pâtes et papiers. Paradoxalement, en raison de la pénurie générale de compétences dans la province, ces ouvriers à l'aise en seraient même venus à jouir d'un statut supérieur à celui de leurs collègues des autres provinces (p. 197). En quoi le fossé considérable qui les sépare des salariés non qualifiés a-t-il pu colorer l'histoire du militantisme syndical?

Par ailleurs, leurs séries statistiques autorisent les auteurs à dissocier différentes phases dans le processus de transformation des pratiques de

consommation. Ainsi, ils isolent une période de «consommation effrénée» (p. 120), immédiatement après la guerre, une accélération qui proviendrait seulement d'un report des dépenses, et ils identifient après 1950 l'apparition de «pratiques sociales de consommation reposant sur le crédit et la désépargne» (p. 120).

L'un des propos majeurs de Charland et Désautels est aussi de rétablir la part des progrès techniques dans l'étude de la culture ouvrière. C'est au travers des lunettes de l'évolution des rapports de production qu'ils ont décidé de présenter le développement de l'économie québécoise: à partir des années 1920, un «régime d'accumulation» capitaliste mû par l'industrie lourde se transforme en un capitalisme «fordiste» dans lequel la demande de biens de consommation constitue un moteur de développement crucial. Les principaux acteurs de ce régime seraient les employeurs des entreprises de grande échelle, «où l'on adopte les procédés les plus modernes développés surtout aux États-Unis», en harmonie avec les modèles américains de rémunération «plus généreuse», et le syndicalisme d'affaires (p. 72). À ces périodes de l'histoire du «rapport salarial» correspondraient des moments de l'histoire des «rapports sociaux de consommation», préfordistes ou traditionnels dans un premier temps, puis fordistes. Finalement, ceux-ci influenceraient la «reproduction de la force de travail». Ainsi arrimés au «système technique», les budgets de consommation ont-ils une histoire relativement autonome, distincte de celle des variables anthropologiques — la sociabilité, les réseaux familiaux et les procès de travail — qui mobilisent pourtant la plupart des étudiants de la condition de vie ouvrière. L'une des hypothèses majeures de cette approche économiste est que les innovations techniques auraient permis de diminuer le prix réel des biens et, qu'à long terme, il s'agirait de la principale explication de la hausse du niveau de vie de la majorité, un facteur plus important, disent-ils, que la législation sociale ou les changements économiques ultérieurs (p. 42, 215). Leur analyse des rubriques de dépenses est riche de ce point de vue, la transformation des techniques de production comptant pour beaucoup dans l'évolution du poids de plusieurs allocations budgétaires (l'apparition de nouveaux tissus explique en partie la stabilité relative des dépenses vestimentaires au cours des années 1950, par exemple) (p. 95).

Il reste que le «classement sans trop d'idées préalables», comme ils le désignent eux-mêmes en empruntant la formule à Fernand Braudel, est irrégulier quand ils s'agit d'apporter un éclaircissement: ils fournissent, par exemple, le plus souvent des données ontariennes comparables, mais ils se limitent à identifier les écarts. Ils ne disent rien non plus des travaux sur les cycles de l'économie familiale quand ils analysent le pouvoir d'achat familial, alors que sur d'autres questions ils s'appuient sur une riche historiographie.

Certains partis pris théoriques demeurent discutables. À trop vouloir utiliser les budgets de consommation comme des «indicateurs privilégiés» des «choix volontaires» qui modifient les cadres et les modes de vie (p. 90, 125), les auteurs en viennent à abandonner à la «culture» des phénomènes qui, parfois, sont influencés par l'histoire de la consommation. De plusieurs

façons, par exemple, l'extraordinaire expansion du travail salarié des femmes est fonction de l'évolution des normes de consommation; la transformation n'est pas seulement une donnée indépendante à ajouter à l'examen des revenus.

Dans le monde de la «régulation fordiste», les consommateurs apparaissent surtout comme des êtres passifs, plus ou moins «sensibles» (p. 210) aux messages d'une publicité «imposante» selon que leurs revenus leur permettent d'«aspérer» ou non à un nouveau statut. Pourtant, l'emprise des producteurs sur les consommateurs a ses limites, «la publicité... but[ant] non seulement sur les contraintes budgétaires des acheteurs, mais aussi sur leurs goûts et surtout sur leur information concernant la gamme des produits et son étendue, leur spécification, et leur substituabilité — pour un niveau de prix et un niveau de revenus donnés... L'influencé n'est pas une *tabula rasa* sur laquelle s'inscrirait n'importe quel message» (Raymond Boudon et François Bourricaud, «Influence», *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, 1986, 2^e édition, 323-324).

Plus profondément, la place du niveau de consommation dans l'évaluation du bien-être, de même que l'utilisation du bien-être comme indicateur du «bonheur domestique», représentent des problèmes majeurs pour les sciences sociales et ils auraient mérité une plus longue discussion. Plusieurs travaux d'histoire orale sur le sens de la «qualité de la vie» tentent de considérer les sentiments et les évaluations des intéressés eux-mêmes en tenant compte du contexte où s'exprime cette qualité de vie. Parfois, l'usage que font Charland et Désautels de la distinction entre «besoins» essentiels et «aspirations» laisse pratiquement croire que, sans la possession du nécessaire, l'espoir n'a même pas l'occasion de prendre forme et que, sans entrée dans le monde des aspirations, le «bonheur» est impossible. Il ne faudrait pas que la tendance économiste de leurs propos empêche les historiens de puiser à même une recherche fort utile. Il faut simplement souhaiter que leurs successeurs examineront budgets *et* culture tout à la fois, et qu'ils tenteront de faire avancer notre compréhension de leurs interactions.